

## CULTURES D'URGENCE AU NIGER

*Jean Paul MAIER*

Cette année 84-85 l'Afrique du Sahel a eu faim. Très faim. Comme en 1920 au Niger. Les conséquences de la "grande sécheresse" de cette année n'ont rien de comparables avec celles de la "petite sécheresse" des années 70. Au Niger (environ 6 millions d'habitants), on compte fin octobre 84, près de 400.000 tonnes de déficit au niveau de la récolte sur un total espéré de 1,2 millions de tonnes en année pleine.

Fin août 84, après donc une saison des pluies catastrophique les autorités nigériennes prenaient conscience très tôt du drame qui allait se jouer dans leur pays.

Dès le 23 août le conseil des ministres prend alors immédiatement des dispositions internes (1) et lance un mot d'ordre courageux : "Ne baissions les bras à aucun prix, en attendant l'aide internationale qui sera longue à se mettre en place. Lançons nous dans un vaste programme de cultures irriguées là où c'est possible, où il y a de l'eau : autour des mares, sur les bas fonds, dans les korys (cours d'eau intermittents)."

Très rapidement le Niger s'engageait pour les neuf mois de saison sèche à venir, dans un programme intensif de cultures irriguées qui allait toucher la quasi totalité du pays. Ainsi de novembre 84 à mai 85, plus de 400.000 personnes ont été concernées par des cultures de blé, de maïs,

de pommes de terre, mais aussi de cultures maraichères (choux, carottes, tomates, salades) ainsi que par des cultures traditionnelles (manioc, niébé, gombo, patates douces, etc...). S'agissant de cultures irriguées (on emploie aussi le terme de cultures de contre-saison), elles ont été installées sur des sites où l'eau est suffisamment accessible, soit en surface autour des mares notamment, soit en profondeur. Dans ce dernier cas, ces cultures étaient effectuées dans des vallées, des cuvettes, des bas fonds... Là où l'eau se trouvait à moins de 15 mètres, avec la technique des puits tonneaux.

L'objectif n'était pas tant, avec des produits tels que la manioc, les patates douces, le niébé, le blé, le maïs, les pommes de terre, de pallier au déficit alimentaire, que de donner une véritable raison d'espérer aux populations en leur proposant de ne pas fuir, de ne pas mendier, mais de travailler (2).

## **LA SECHERESSE DE 1984 \***

### **Pluviométrie déficitaire**

*"Perspectives de production céréalière très préoccupant dans pays du CILSS à l'exception du Sénégal et de la Gambie où les récoltes seront supérieures à 1983 sans toutefois atteindre leur niveau normal. Cap-Vert et Mauritanie: majeure partie des récoltes détruites ; niveau de production juste suffisant pour couvrir les besoins en semences pour 1985. Mali et Burkina Faso : perspectives récoltes guère meilleures qu'en 1983 où production avait été de 30 % inférieure à la normale. Niger et Tchad : niveau production très inférieur à la normale. Déficit céréalière global pour ensemble pays du CILSS estimé provisoirement à 1 700 000 tonnes. Dans la zone pastorale situation catastrophique - production herbacée faible sur principaux parcours en eau, insuffisante aux points d'abreuvement. Conséquences : mortalité bétail élevée et migrations vers le Sud. Déficit pluviométrique se répercute sur niveau cours d'eau, lacs et mares sahéliennes qui sont les plus faibles jamais enregistrés à cette époque de l'année depuis débuts observations et constituent un handicap très sérieux sur cultures de décrue".*

Ce téléx, rédigé à la fin du mois d'octobre 1984 par le Centre

---

\* L'essentiel du texte qui suit est composé d'extraits de la revue n° 41 de l'Association Française des Volontaires du Progrès - Avril 1985.

d'agrométéorologie et d'hydrogéologie de Niamey, était très significatif de la situation alarmante dans laquelle se trouvait alors l'ensemble des pays du Sahel. En Afrique, mais aussi en France, on commençait à prendre conscience du drame qui allait se jouer dans les onze mois à venir.

***Débit très faible du fleuve Niger :***

Même si le fleuve Niger n'arrose qu'une faible partie (600 km environ) de ce pays de 1 267 000 km<sup>2</sup> l'analyse de son débit à Niamey en 84 est particulièrement significatif lorsqu'on le compare à celui de 83.

	83	84
Mai	92,8 m <sup>3</sup> /S	11,8 m <sup>3</sup> /S
Juin	35,3	20,9
Juillet	53,3	10,7
Août	55,5	28,1
Septembre	85,7	77,6

Pour les mois d'août et septembre, les débits réalisés ont été les plus faibles jamais enregistrés depuis la mise en place des stations de relevés.

***Dan Jiko village sinistré***

Dans la préfecture de Maradi, trois villages ont été l'objet, depuis le début de 1984, d'un suivi tout particulier.

Les relevés effectués à Dan Jiko, 414 habitants, situé à une dizaine de kilomètres de Gazaoua, sont assez représentatifs de la situation agronomique très difficile dans laquelle se trouvent certains villages de la préfecture de Maradi. Le climat de cette région étant de type semi-aride, en année normale les précipitations varient entre 400 et 600 mm par an. Or, en 1984, la station voisine de Gazaoua n'a enregistré que 186 mm de pluie.

Ainsi, à Dan Jiko, les pluies sont arrivées assez tard : dans la deuxième quinzaine de juin et surtout en juillet où l'on a connu des pluies régulières. Toutefois, c'est en août, mois dramatiquement sec, qu'a été détruit tout espoir de récolter le sorgho, le niébé et l'arachide. Il ne restait donc que le mil, mais les pluies de septembre ont été trop tardives. Résultats : 8 jours ont suffi pour la récolte. Et quelle récolte : 6 kg à l'hectare : 29,4 kg en moyenne par famille, alors

qu'en 1983, en fin septembre, chaque famille avait pu disposer de 1 709 kg \* comprenant outre le mil, les autres produits vivriers.

### **"Hommes et troupeaux en tous sens..."**

Début septembre, dans tout le Sud du Niger, régnait un désordre total : mouvements de population et de troupeaux en tous sens, dans un certain affolement. Les pasteurs erraient à la recherche de pâturages disponibles. Chassés par les sédentaires protégeant leurs maigres cultures encore sur pied, ils étaient tous dans l'impossibilité de passer comme de coutume au Nigéria. Pour qui connaît un peu la régularité des transhumances pastorales, cette panique était un signe qui ne trompait pas.

En effet, traditionnellement au mois d'août, les pasteurs remontent vers le Nord où ils sont assurés de trouver des pâturages. Or, l'absence de pluies les avait obligés cette année à migrer très vite vers le Sud où leur présence déclenchait assez fréquemment des conflits avec les paysans. Dans le même temps, de nombreux sédentaires, dont les récoltes avaient séché, commençaient à affluer vers les villes.

### **OPERATION URGENCE NIGER**

#### **Tout commence le 23 août ...**

Le 23 août 1984, un Conseil des ministres exceptionnel se réunit à Niamey. La situation agro-pastorale et alimentaire est jugée préoccupante. Des mesures sont prises. Elles doivent permettre un approvisionnement vivrier suffisant pour les douze mois à venir, mais aussi aider les populations à prendre elles-mêmes en charge leurs problèmes de survie. Le gouvernement décide notamment : "*l'exploitation optimale de toutes les superficies aménagées et l'établissement d'un programme intensif de cultures de contre-saison*".

**C'est à la suite de cette résolution que va être lancée la campagne visant à la mise en valeur systématique des "sites" où la terre est cultivable et où l'eau se trouve soit en surface (mares) soit à moins de 15 mètres de profondeur (bas-fonds, goulbi...).**

---

\* En zone rurale, les besoins en céréales sont d'environ 205 kg/personne/an (estimation effectuée sur la base d'une ration journalière de 2 200 calories couverte à 65 % ou 70 % par des céréales).

En application immédiate de ces décisions, 300 millions de francs CFA sont prélevés sur le budget national et mis à la disposition des sous-préfectures du Niger pour concrétiser sans tarder la politique engagée.

Dans le même temps est créée, au ministère du Plan, une cellule de crise: *"la cellule des Micro-réalisations et des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.)"*. Elle est chargée de coordonner le programme de cultures de contre-saison et d'inciter les autres bailleurs de fonds à se mobiliser aux côtés des O.N.G.. Son responsable, M.Soumaïla explique :*"Notre première décision a été de solliciter tous les acteurs de terrain pour qu'ils nous fassent des propositions concrètes. C'est ainsi que, dans les semaines qui ont suivi, nous avons reçu de toutes les régions, près de 300 projets de micro-réalisations"*.

Très vite la cellule invite le Groupement des Aides Privées (G.A.P.) à s'investir à son tour dans cette opération. C'est à lui que vont être confiés une première centaine de projets, sélectionnés en fonction des critères qui seront peu après adoptés par le ministère du Plan.

Deux O.N.G. américaines, Luthérian World Relief (L.W.R.) et Africare - déjà spécialisées dans les opérations maraîchères, construction de puits maraîchers en béton et vulgarisation - décident d'intensifier leurs activités dans ce domaine. Parallèlement, l'Association française des Volontaires du Progrès (A.F.V.P.) a proposé, dès la fin du mois d'août, au Ministère du Développement rural, de suspendre toutes ses activités en cours pour affecter ses Volontaires à ce programme d'urgence. Jusqu'alors les quarante V.P. intervenaient dans le secteur hydraulique (puits et aménagements de surface, formation d'artisans-puisatiers ...), dans la lutte contre la désertification (diffusion de la technique des foyers améliorés) et dans le domaine agricole (vulgarisation fruitière et maraîchère). Leur reconversion va être possible dans la mesure où les partenaires financiers de l'association acceptent que les moyens matériels affectés à leurs projets de développement soient désormais mis à la disposition de cette opération "cultures de contre-saison". Quant aux Volontaires, ils ne quittent pas les zones où ils étaient habitués à travailler. Leur connaissance du milieu, de la langue et des hommes sera précieuse. Enfin cinq anciens Volontaires ayant déjà travaillé au Niger vont venir renforcer l'équipe en place pour les huit mois à venir.

Deuxième quinzaine de septembre : déjà une équipe de techniciens de l'association est en contact avec des préfets et des cadres départementaux pour rechercher avec eux les moyens techniques à la mise en oeuvre de cette opération. Il faut en effet évaluer très rapidement les potentialités, estimer les besoins en semences, éventuellement participer au repérage des "sites".

Et même compléter l'information des cadres nigériens de l'Agriculture plus spécialisés jusqu'alors en cultures pluviales qu'en cultures irriguées.

Fin septembre : une première estimation des besoins en semences, de l'ordre de 600 tonnes, est effectuée en collaboration avec les services de l'Agriculture.

Dans le choix des variétés on s'appuie sur des expériences menées dans les régions de Téra, Ouallam, Fillengué, au Nord de Niamey. En ce qui concerne les pommes de terre, la variété Bintje semble particulièrement adaptée. Il faut également trouver un blé dur à cycle court et du maïs hybride. Quant aux produits maraîchers, la priorité est donnée aux choux, aux salades, aux tomates et aux carottes. Enfin, les cultures traditionnelles ne sont pas écartées, bien au contraire, puisque très tôt les paysans sont invités à intensifier leurs productions de niébé, de gombo et de patates douces. Une place à part est réservée au manioc, une culture très rustique, peu exigeante en eau dont les tubercules peuvent rester pendant un an en terre, ce qui permet de les récolter au fur et à mesure des besoins.

En dehors des semences provenant de France, de nombreux achats ont été effectués dans les pays voisins (Bénin, Nigéria), et au Niger même. A Niamey, un magasin spécialisé pour la femme et l'enfant, a même consacré une partie de ses rayons aux semences maraîchères ...

Les acteurs de l'opération n'ont pas attendu les estimations définitives des besoins en semences pour rechercher des concours extérieurs.

Le Président du G.A.P. (alors délégué de l'A.F.V.P.) sollicite en France le ministère de la Coopération et du Développement, notamment "la direction des projets de développement". Lucien Bugeat, sous-Directeur du Développement Rural explique : *" Depuis le 10 mai 84, existait au ministère, une cellule d'urgence chargée de répondre à ce type de problème. Un triple objectif lui avait été fixé : détecter très rapidement les besoins, mener les négociations internationales nécessaires, mettre en oeuvre les solutions choisies. Cette opération a été la première que nous avons confiée à cette cellule : dès le 15 septembre 84, à Paris, nous nous sommes mobilisés pleinement pour le Niger. En effet, les autorités de ce pays avaient fait le choix des cultures de contre-saison de manière très précoce. Cela nous laissait le temps de contacter notamment l'ONIC : Agral-Export et le ministère des Armées pour l'achat et le transport des semences. Il s'agissait aussi de trouver avec l'A.F.V.P. des solutions à l'extérieur de la France, notamment auprès de la C.C.E. pour prendre en charge le transport de 200 tonnes de semences de blé. Face à la qualité exceptionnelle de la mobilisation des Nigériens, l'indifférence n'était*

pas possible".

De son côté Bernard Millet, chef de la Mission française de la Coopération à Niamey, raconte :

*"C'est un véritable pont aérien que nous avons organisé : c'est d'ailleurs "une première". Une dizaine d'avions ont acheminé près de 600 tonnes de semences en un peu plus d'un mois. Bien sûr, on peut regretter qu'une partie d'entre elles soient arrivées un peu tard, quelquefois juste avant le dernier moment, mais il ne faut pas oublier que c'est une administration qui a monté cette opération. Elle ne l'avait jamais fait, ce n'est pas habituellement son métier et de plus elle n'avait pas de crédits pour le faire".*

Bernard Millet poursuit :

*"A chaque fois qu'un avion atterrissait, des camions étaient là avec des chauffeurs. Une fois chargés, ils partaient directement sur les lieux de distribution". J'ai vu arriver un avion un dimanche à 10 heures du matin et le lendemain à 11 heures, je découvrais à Oualam, à 100 km de Niamey, des paysans qui plantaient les semences arrivées la veille".*

#### **PAYSANS ET NOMADES : PARTOUT OU IL Y A DE L'EAU ...**

Les semences arrivent, les paysans regroupés - nomades ou sédentaires - se sont mis au travail sur les "sites" agricoles.

A Maradi, comme sur l'ensemble du territoire, l'opération est organisée et coordonnée par le préfet et les sous-préfets. Par ailleurs la quasi totalité des ministères intervient : le ministère de l'Éducation Nationale par exemple s'est engagé avec l'aide des enseignants dans un grand programme de sensibilisation aux cultures irriguées en multipliant les jardins scolaires : le ministère de l'Hydraulique de son côté a concentré ses efforts sur la fabrication de puits maraîchers et sur les forages ; le ministère des Forces Armées a la responsabilité de l'acheminement des vivres, etc ...

Cette "mobilisation générale" a un objectif essentiel : limiter au maximum des flux désordonnés de population. Pour cela il faut tout d'abord tenter de retenir le plus possible les paysans dans leur village d'origine et les aider à y développer le maraîchage, notamment par la fourniture de semences. Dans les zones où les cultures irriguées ne sont pas possibles, il faut déplacer les agriculteurs vers d'autres "sites" favorables. Ainsi 209 familles venant de Mayahi se sont installées à Maradi. Enfin reste le problème, essentiel pour le Niger, des pasteurs. Certains ont accepté de se mettre au maraîchage : dans l'arrondissement de Dakoro, plusieurs milliers de Peuls Bororos et de Touaregs se sont regroupés autour de quatre "sites".

## Les puits "tonneaux"

Sur de très nombreux "sites" de culture de contre-saison, l'urgence de la situation ne permettait pas, pour des raisons techniques, mais aussi financières, la création des puits maraîchers en béton.

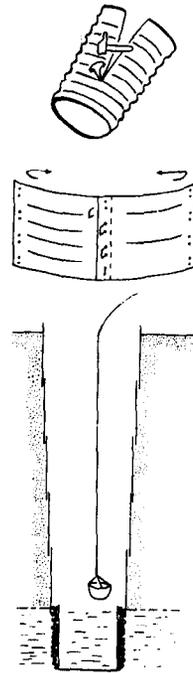
C'est pourquoi on a eu recours à une technologie intermédiaire, utilisée depuis fort longtemps au Niger : celle dite des puits "tonneaux". Le principe: remplacer les buses en béton par un cuvelage constitué de fûts de 200 litres ayant déjà servi à transporter de l'huile, du goudron, etc...

Il y a une condition préalable : l'eau ne doit pas se trouver à plus de 15 mètres. Sur les périmètres, cinq puits "tonneaux" à l'hectare sont nécessaires. On a retenu la démarche suivante : un des nombreux artisans puisatiers formés au contact de l'A.F.V.P. au cours des dix dernières années, prend en charge dix paysans avec qui il réalise, sur la parcelle de l'un d'entre eux, en quatre ou cinq jours ce type de puits. L'ouvrage terminé, ces paysans sont capables de réaliser ensuite leur propre puits. Tous les puits n'ont pas été cuvelés intégralement. L'accroissement de la demande en fûts a entraîné une forte augmentation des prix. Ainsi, lorsque le sol est suffisamment ferme, on ne met plus qu'un seul tonneau percé de trous au fond du puits.

Cette technique a ses limites : elle s'accommode très mal de sols sablonneux dans lesquels la tôle a tendance à s'écraser et où le cuvelage est beaucoup plus difficile à mettre en place. Par contre, dans les sols argileux, la mise en eau s'effectue plus facilement et certains puits peuvent durer une dizaine d'années.

Les puits "tonneaux" : une solution durable? Un outil de développement au service

*Les fûts sont découpés au burin ... puis "cousus" deux à deux pour former les buses.*



*Les puits tonneaux sont forcés en quelques jours: on creuse 80 cm et on place une buse, on creuse 80 cm ...*

**PUITS TONNEAUX**

des cultures de contre-saison ? Pas totalement, mais à court terme, un moyen d'approvisionner en eau des jardins sans avoir recours à des matériaux coûteux ni une technique trop sophistiquée. C'est aussi la possibilité de tester l'aptitude des populations à se mobiliser autour d'un projet.

Pour tous les paysans qui souhaitent continuer ces cultures, une solution s'imposera tôt ou tard : le puits en briques ou en béton. Parce que sa mise en eau est plus profonde, il remplace à lui seul cinq puits "tonneaux".

### **Conservation des légumes**

*"Nos greniers à mil sont vides, on va les remplir de légumes séchés"*

(Idrissa, paysan à Tegueye).

De nombreux agriculteurs du département de Niamey n'ont pas attendu le signal d'alarme de 84 pour s'engager dans des cultures de contre-saison. Dans les arrondissements de Téra, Ouallam et Fillengué les paysans ont été parmi les premiers au Niger à effectuer leurs semis. Ils l'ont fait dans une perspective de commercialisation, mais aussi parce que la culture des légumes constitue de plus en plus, à leurs yeux, l'alternative à l'insuffisance des récoltes traditionnelles de mil et de sorgho. Toutefois le climat et l'absence d'équipements adaptés leur posent des problèmes de conservation. C'est pourquoi, depuis deux ans, sur ce thème, la mission catholique de Dolbel, à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Niamey, anime des journées de formation.

La technique est maintenant particulièrement au point pour la pomme de terre :

- commencer par les éplucher.
- les couper en rondelles.
- porter l'eau à ébullition
- plonger les pommes de terre dans l'eau bouillante entre trente secondes et une minute.
- les faire sécher douze heures au soleil, puis les mettre en sachets.

### **Dakoro : Calendrier de l'opération Akadane**

5 octobre 1984 : Arrivée des premiers sinistrés autour de la mare d'Akadané.

12 octobre : Les deux premiers encadreurs commencent leur travail d'organisation. Ils trouvent déjà sur tout le site 160 familles nomades et sédentaires venues de tout l'arrondissement

- de Dakoro. Ils chargent les chefs de famille de désherber et de fabriquer une haie pour protéger les futures cultures.
- 16 octobre : Un Volontaire du Progrès basé au chef-lieu est chargé plus particulièrement de suivre l'opération sur quatre sites.
- 23 octobre : Les travaux de délimitation des parcelles sont terminés. Chaque parcelle mesure environ 40 m sur 50.
- 24-25 octobre : Distribution des parcelles aux chefs de famille par une commission mixte composée de représentants de l'administration et des trois ethnies arrivées sur le site (Peul-Touareg Haoussa).
- 26 octobre : Distribution du petit matériel qu'utiliseront en commun plusieurs familles : pelles, pioches, arrosoirs, seaux, hoes, haches, rateaux.
- 27 octobre : Début de la mise en cultures : préparation de la terre.
- 5-12 novembre : Cinq agriculteurs maraîchers de la région de Tibéry ayant travaillé dans le passé avec l'A.F.V.P., viennent pendant une semaine vulgariser la technique de fabrication des canaux d'irrigation.
- Première distribution de semences, chaque agriculteur reçoit : 10 kg de pommes de terre : 1 kg de maïs , 400 g de sorgho et du niébé. Le blé sera distribué quelques jours plus tard.
- 12 novembre : Transfert à Akadané de l'école nomade située jusque-là à Amoulassé mais désertée par ses élèves.
- 14 novembre : Un infirmier est affecté en permanence à Akadané.
- 30 novembre : Fin des semis.
- 15 janvier 1985 : Récolte des premiers produits maraîchers : salades et choux.
- 23 février : Début de la récolte de blé.

### ***Akadane : quelques chiffres***

La mare :

- Périmètre, 6 à 8 km selon période de l'année :
- Superficie exploitée, 250 à 400 ha.

Nombre de familles d'agriculteurs : 297.

Population totale : 1 679 personnes

Superficie exploitée : 49 ha.

Blé	9, 3 ha	Pommes de terre	1, 18 ha
Maïs	11	Patates douces	1, 06
Sorgho	0, 7	Manioc	0, 50
Niébé	22, 3	Maraichage	2, 93

### **Un volontaire témoigne ...**

Revenu au Niger pour l'opération d'urgence, un ancien Volontaire, Alain Bozier, a envoyé régulièrement des nouvelles de son travail à la presse de sa région. En voici quelques extraits :

*" A partir de Dakoro, quatre endroits perdus au milieu d'un paysage semi-désertique : deux au Nord, Assada et Akadané (une mare) ; les deux autres à l'Ouest, Golandi et Kourafané où l'eau est à six mètres de profondeur... Ici, c'est plat et sec, rien pour retenir un vent qui balaye le sable. Au milieu de ce paysage de désolation, faire travailler trois mille personnes avec les nappes du sous-sol pour attendre les prochaines pluies (mai 85) est un gigantesque défi au destin... Le temps presse, il faut tout semer et planter au plus vite ..." (octobre 84).*

*" Outre les problèmes d'eau, d'arrivages irréguliers de vivres sur les "sites" et de suivi de l'opération, la difficulté principale est de mener une action d'urgence dans un pays où le fatalisme pèse énormément. Beaucoup de gens vivent au jour le jour, la notion de prévoyance étant surtout propre à l'Occident, ils ne croient pas à la catastrophe qui pointe. Pour eux, il y a Allah. Beaucoup risquent de se laisser glisser dans la passivité, quelquefois même, au détriment de la survie de leur propre famille. Ici la motivation ne manque pas. On sent tout de même, de plus en plus, une volonté de tous les paysans de se lancer dans cette opération de survie..." (décembre 84).*

*" Ce sont maintenant six mille personnes groupées en quatre "sites" totalisant 150 ha qui se battent tous les jours pour assurer une récolte qui les fassent subsister. On commence à manger la salade et les feuilles de choux pour compléter la ration de céréales distribuée aux familles par l'intermédiaire des dons de la communauté européenne. Au niveau des cultures, c'est la lutte contre tous les éléments perturbateurs qui mettent en danger les récoltes : les vents de sable tout d'abord, particulièrement violents ;*

*ils durent parfois quinze jours. Aucune végétation ne peut freiner leur effet dévastateur sur les cultures. Les paysans doivent donc faire des brise-vents de fortune tous les cinquante mètres. D'autre part, ils sont confrontés aux attaques d'insectes sur le blé et le niébé (haricot local). Des traitements ont eu lieu mais, là aussi, les vents de sable ne facilitent pas la tâche... Le plus grand combat que livrent les paysans reste celui de l'eau... Certains paysans transportent à chaque voyage quarante litres d'eau sur plus de 500 mètres, pour arroser pied par pied le maïs, les haricots ou les pommes de terre... Malgré toutes ces difficultés, l'espoir est là avec l'épiaison du blé, les premières feuilles de salade et de chou que les femmes accommodent avec la farine d'arachide ..." (février 85).*

**PREMIERS BILANS : CULTURES IRRIGUEES , UNE NOUVELLE RAISON D'ESPERER.**

Grâce à une campagne d'animation et d'information qui utilisera principalement les media locaux, les fonctionnaires de tous services, les ONG, les organismes de coopération bilatérale, et internationale, le miracle se produit : la population garde son calme, gagne les sites agricoles (sélectionnés par les techniciens et l'administration nigérienne) et se remet tranquillement au travail : creusement de puits, de canaux d'irrigation, travail de la terre, ensemencement des surfaces, etc... L'armée nigérienne n'est pas exclue du mouvement : c'est à elle que sont confiées les distributions de vivres sur les sites. D'octobre 84 à mai 85, l'opération se déroule dans de bonnes conditions malgré de nombreuses difficultés techniques et matérielles (3). Si les récoltes n'ont pu être spectaculaires (30 à 40 mille tonnes de production) il n'en reste pas moins que, grâce à cette opération d'envergure nationale, peu de nigériens ont souffert des conséquences de cette nouvelle sécheresse.

Alors que cette opération de développement menée dans un contexte d'urgence se termine à peine, il est d'ores et déjà possible d'en tirer un certain nombre d'enseignements. Incontestablement, c'est l'ensemble du Niger qui s'est mobilisé autour de ce programme. Plutôt que d'attendre tout d'une aide alimentaire internationale, les nomades, les paysans, mais aussi les commerçants et les notables ont pris en charge dans la dignité leur propre survie, aidés en cela par toute l'administration nigérienne.

Par ailleurs, dans ce pays de sahel, s'est affirmée l'idée qu'il n'était plus possible de compter exclusivement sur les récoltes issues de

la saison des pluies entre juin et septembre. Et par conséquent, au lieu de constituer un appoint pour quelques "paysans pilotes", ce qui était le cas jusqu'en 84, les cultures irriguées sont en passe de devenir pour une grande partie des agriculteurs nigériens, des cultures à part entière au même titre que mil et le sorgho. D'ailleurs le Ministère du Plan à Niamey prépare actuellement la campagne 85-86, notamment en ce qui concerne l'évaluation des besoins en semences.

En regardant de près cette opération nigérienne, il apparaît de nombreuses raisons d'espérer. En effet, tout cela n'a été possible que parce que :

- l'eau du sous-sol au Niger est abondante ; jusqu'alors on avait sous-estimé la capacité des nappes phréatiques.
- le gouvernement a fait preuve de beaucoup de clairvoyance et d'intelligence. De plus il a eu l'humilité de reconnaître ses erreurs passées .
- la mobilisation des forces et des techniques locales n'est pas un vain mot : le potentiel humain et technique du sahel est insuffisamment sollicité dans les programmes de développement.
- la coordination des actions a été très bien assurée entre le gouvernement (Ministère du Plan notamment) et les partenaires étrangers au niveau national, et entre ONG et Administrations sur le terrain ; c'était la volonté du président KOUNTCHE et cette volonté s'est retrouvée partout.
- la population a fait confiance à l'encadrement. Sa dignité a été respectée et sa rage de vivre, du même coup, en a été décuplée.

C'est peut-être là la plus grande leçon de cette opération d'urgence.

#### **Documents de références**

- 1 cf. "Le Sahel" quotidien régional n° 3049 du 24/08/84.
- 2 cf. "Opération urgence Niger", revue n° 41 de l'AFVP - avril 1985.
- 3 cf. "participation de l'AFVP au programme nigérien de cultures de contre saison" - sept. 84/mai 85 - rapport d'évaluation de Dante MONFERRER et Yvonnick HUET.